

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
	Par porteur ou par la poste.
	Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
	Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 13 janvier — Décret relatif à l'utilisation des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile. (*Arrêté de promulgation n° 149 du 19 mars 1940*) . . . 218
- 3 février — Décret de mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et la Grèce, conclu le 31 janvier 1940. (*Arrêté de promulgation n° 140 du 11 mars 1940*). . . 218
- 11 février — Décrets relatifs :
1^o — à l'application aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 10 décembre 1935 qui a promulgué dans la métropole la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne;
2^o — au règlement sur l'emploi de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la confédération suisse dans les territoires relevant du ministère des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 141 du 11 mars 1940*). . . 219
- 13 février — Décret appliquant aux colonies le décret du 23 décembre 1939 modifiant et complétant le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre. (*Arrêté de promulgation n° 142 du 11 mars 1940*). . . 220
- 13 février — Décret relatif à la solde et aux accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 150 du 19 mars 1940*). . . 222

- 19 février — Décrets étendant aux colonies les décrets des 4 octobre et 3 novembre 1939 modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire. (*Arrêté de promulgation n° 151 du 19 mars 1940*). . . 222
- 20 février — Décret relatif au conditionnement des cafés coloniaux. (*Arrêté de promulgation n° 152 du 19 mars 1940*). . . 223
- 23 février — Arrêté interministériel modifiant l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées, applicable aux colonies et territoires africains sous mandat. (*Arrêté de promulgation n° 153 du 19 mars 1940*). . . 224
- 24 février — Arrêté ministériel fixant les attributions du service radioélectrique du ministère des colonies. (*Arrêté de promulgation n° 154 du 19 mars 1940*). . . 224
- 28 février — Arrêté interministériel relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques dans les colonies et territoires africains sous mandat. (*Arrêté de promulgation n° 155 du 19 mars 1940*). . . 225
- 28 février — Décret portant approbation et publication de l'accord franco-hongrois sur les paiements commerciaux conclu le 27 février 1940. (*Arrêté de promulgation n° 166 du 28 mars 1940*). . . 226
- 6 mars — Décret appliquant à plusieurs territoires et colonies le décret du 29 novembre 1939 modifiant l'article 310 du code civil. (*Arrêté de promulgation n° 167 du 28 mars 1940*). . . 226

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

- 18 mars — N° 134 — Décision portant nomination du chef du bureau militaire du Commissaire de la République au Togo . . . 226

19 mars	— No 144 — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 106 du 28 février 1940 fixant la prime à payer aux cafés exportés du territoire pendant le premier semestre 1940.	227
19 mars	— No 147 — Arrêté approuvant et rendant exécutoire le budget 1940 de la société indigène de prévoyance de Klouto.	227
19 mars	— No 148 — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 68 du 9 février 1940 fixant les modalités d'application du décret du 10 janvier 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux.	227
20 mars	— No 157 — Arrêté organisant dans le territoire du Togo le service du conditionnement des produits agricoles.	227
22 mars	— No 159 — Arrêté habilitant les agents d'agriculture européens à constater les conditions de fonctionnement des usines d'égrenage de coton et l'état des machines en usage dans lesdites usines et fixant la composition chargée de la contre-expertise en cas de contestation.	228
23 mars	— No 162 — Arrêté complétant l'arrêté n° 34 du 20 janvier 1940 instituant un régime de licences pour les exportations de cacao sur la France et sur l'étranger.	229
28 mars	— No 165 — Arrêté fixant la date des élections pour le renouvellement en 1940 de la chambre de commerce du Togo.	229
28 mars	— No 168 — Arrêté fixant la dénomination du wharf de Lomé.	229
Nominations, mutations, etc., concernant le personnel.		230
Divers		230

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Extrait des conclusions du conseil national économique sur les produits coloniaux. 230

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Utilisation des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile

ARRETE No 149 promulguant au Togo le décret du 13 janvier 1940 relatif à l'utilisation des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies, le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit

d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, promulgué au Togo le 19 juillet 1939;

Vu le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile, promulgué au Togo le 21 novembre 1939;

Vu le décret du 3 novembre 1939 relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile, promulgué au Togo le 30 novembre 1939;

Vu le décret du 13 janvier 1940 relatif à l'utilisation des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 31 du 13 mars 1940 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 janvier 1940 relatif à l'utilisation des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret du 13 janvier 1940 susvisé au J. O. R. F. du 18 janvier 1940 — page 515).

Conventions internationales

France — Grèce

ARRETE No 140 promulguant au Togo le décret du 3 février 1940 de mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et la Grèce, conclu le 31 janvier 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 3 février 1940 de mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et la Grèce, conclu le 31 janvier 1940;

Vu la dépêche-avion n° 2202 en date du 9 février 1940 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 février 1940 de mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et la Grèce, conclu le 31 janvier 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir décret susvisé du 3 février 1940 au J. O. R. F. du 5 février 1940 — pages 942 et suivantes).

**Sort des blessés et des malades dans les armées —
Emblème de la Croix-Rouge**

ARRETE N° 141 promulguant au Togo les décrets du 11 février 1940 relatifs 1° à l'application aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 10 décembre 1935 qui a promulgué dans la métropole la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne; 2° au règlement sur l'emploi de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la Confédération suisse dans les territoires relevant du ministère des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 11 février 1940 susvisés;

Vu la D. M. n° 337 du 16 février 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 11 février 1940 relatifs :

1° — à l'application aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 10 décembre 1935 qui a promulgué dans la métropole la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne;

2° — au règlement sur l'emploi de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la Confédération suisse dans les territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

APPLICATION aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 10 décembre 1935 qui a promulgué dans la métropole la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 11 février 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, convention qui a remplacé celle du 6 juillet 1906, n'a pas été appliquée jusqu'ici aux colonies.

Il m'a paru que, dans les circonstances actuelles, il devenait opportun d'étendre aux territoires relevant du ministère des colonies les effets du décret

du 10 décembre 1935 qui a promulgué en France la convention du 27 juillet 1929. Cette adaptation permettrait notamment de réglementer l'usage de l'emblème de la Croix-Rouge que de trop nombreuses officines utilisent à des fins purement commerciales. Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 10 décembre 1935 promulguant en France la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 10 décembre 1935, promulguant en France la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, sont étendues aux territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 11 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

(Voir décret du 10 décembre 1935 au J. O. R. F. du 27 décembre 1935 — page 13631.

Convention de Genève du 27 juillet 1929 au J. O. R. F. du 27 décembre 1935 — pages 13638 et suivantes).

REGLEMENT sur l'emploi de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la Confédération suisse dans les territoires relevant du ministère des colonies.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 11 février 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'emploi de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la Confédération suisse a été réglementé en dernier lieu dans la métropole par la loi du 4 juillet 1939, en exécution de la convention internationale de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

Il m'a paru qu'il devenait opportun d'étendre aux territoires relevant du ministère des colonies des dispositions analogues à celles de la loi du 4 juillet 1939, afin d'éviter que l'emblème de la Croix-Rouge ne soit utilisé à des fins commerciales par des officines privées.

La loi du 4 juillet 1939 a modifié, pour les adapter à la convention du 27 juillet 1929, les articles 1^{er} et 3 du titre 1^{er} de la loi du 24 juillet 1913 qui réglementaient l'usage de l'emblème de la Croix-Rouge en exécution de la convention de Genève du 6 juillet 1906.

Or, l'article 13, toujours en vigueur, de la loi du 24 juillet 1913 dispose qu'un décret rendu sur la « proposition du ministre des colonies, déterminera dans quelles conditions et dans quelle mesure l'application du titre 1^{er} de la présente loi pourra être faite dans les colonies françaises ».

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 24 juillet 1913, portant approbation des articles 23, 27 et 28 de la convention internationale de Genève du 6 juillet 1906;

Vu la loi du 4 juillet 1939, modifiant le titre 1^{er} de la loi du 24 juillet 1913, portant approbation des articles 24 et 28 de la convention internationale signée à Genève le 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées de campagne;

Vu le décret du 10 décembre 1935, promulguant en France la convention de Genève du 27 juillet 1929;

Vu le décret du 11 février 1940, étendant l'application du précédent aux territoires relevant du ministère des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux articles 24 et 28 de la convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, signée à Genève le 27 juillet 1929, l'emploi, sur tous les territoires relevant du ministère des colonies, soit de l'emblème de la Croix-Rouge sur fond blanc, soit des mots Croix-Rouge ou Croix de Genève est réservé, en tout temps, pour protéger ou désigner le personnel, le matériel et les établissements du service de santé des armées de terre, de mer et de l'air, ainsi que les associations officiellement autorisées à lui prêter leur concours, avec les extensions prévues à l'article 24 de ladite convention.

En conséquence :

a) Est interdit en tout temps l'emploi soit par des particuliers, soit par des sociétés ou associations autres que celles qui sont visées au paragraphe précédent, desdits emblèmes ou dénominations constituant une imitation, que cet emploi ait lieu dans un intérêt commercial ou à toute autre fin;

b) Est également interdit l'emploi par des particuliers ou par des sociétés des armoiries de la Confédération suisse ou de signes constituant une imitation, soit comme marques de fabrique ou de commerce, ou comme éléments de ces marques, soit dans un dessein contraire à la loyauté commerciale, soit dans des conditions de nature à blesser le sentiment national suisse.

ART. 2. — L'interdiction des paragraphes a et b de l'article précédent n'est pas applicable aux produits de l'industrie privée destinés exclusivement :

a) A être livrés soit au service de santé des armées de terre, de mer et de l'air, soit aux sociétés ou

associations visées au premier paragraphe de l'article précédent, ou enfin aux bâtiments et embarcations mentionnées à l'article 6 de la loi du 24 juillet 1913;

b) A être expédiés dans les pays qui n'ont pas adhéré aux articles 18, 23 ou 27 de la convention de Genève du 6 juillet 1906 ou aux articles 19, 24 ou 28 de celle du 27 juillet 1929 ou ceux qui ne se trouveront pas dans les conditions déterminées par l'article 16 de la loi du 24 juillet 1913.

ART. 3. — En dehors des cas où l'article 5 de la loi du 24 juillet 1913 devient applicable, les infractions à l'article 1^{er} sont punies d'une amende de 5 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces peines, seulement. La suppression des emblèmes, dénominations ou armoiries employés contrairement aux dispositions des deux articles précédents est ordonnée par le jugement ou l'arrêt de condamnation. En cas de non-exécution dans le délai fixé, elle est effectuée aux frais du condamné.

ART. 4. — Les mesures d'application du présent décret seront fixées, le cas échéant, par arrêté du chef de la colonie ou du territoire.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 11 février 1940.

ALBERT LEBRUN,

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre

ARRETE N° 142 promulguant au Togo le décret du 13 février 1940 appliquant aux colonies le décret du 23 décembre 1939, modifiant et complétant le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 septembre 1939 appliquant aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale, promulgué au Togo le 30 novembre 1939;

Vu le décret du 13 février 1940 appliquant aux colonies le décret du 23 décembre 1939, modifiant et complétant le décret du 1^{er} septembre 1939 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 février 1940 appliquant aux colonies

le décret du 23 décembre 1939 modifiant et complétant le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939, réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements de l'Etat en temps de guerre; ensemble le décret du 9 septembre 1939, le modifiant;

Vu le décret du 12 septembre 1939, portant application aux colonies des dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 susvisé; ensemble le décret du 25 septembre 1939, étendant aux colonies les dispositions du décret du 9 septembre 1939 susvisé;

Vu le décret du 23 décembre 1939, modifiant et complétant le décret du 1^{er} décembre 1939;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 23 décembre 1939, modifiant et complétant le décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par le décret du 9 septembre suivant, relatif à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, sont étendues aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — L'article 2 du décret du 12 septembre 1939 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 2 (nouveau). — Pour le personnel présent dans la colonie, l'indemnité de fonctions prévue à l'article 10 du décret du 1^{er} septembre 1939 sera majorée du supplément colonial.

« Quant au personnel retraité, appelé pour servir dans une colonie, il recevra, en sus de l'indemnité différentielle prévue à l'article 11 du décret du 1^{er} septembre 1939, le supplément colonial afférent au traitement brut de l'emploi occupé, ainsi que les divers avantages et accessoires de solde attribués aux fonctionnaires en activité de service ».

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret dont les dispositions auront effet pour compter du 1^{er} décembre 1939.

Fait à Paris, le 13 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

DECRET modifiant et complétant le décret du 1^{er} septembre 1939, modifié par le décret du 9 septembre suivant, relatif à la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et du ministre des finances;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939, relatif à la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, modifié par le décret du 9 septembre 1939;

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif à la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre, modifié par le décret du 9 septembre 1939, est modifié et complété par un alinéa 3 ainsi conçu :

« En vue de faciliter l'application des dispositions qui précèdent, des instructions du ministre des finances peuvent, pour le calcul de l'indemnité différentielle, décider qu'il sera substitué aux soldes journalières réglementaires des sommes forfaitaires arrondies, communes à la fois aux formations des armées et à celles du territoire.

« Les intéressés pourront en outre ». (Le reste de l'article sans changement).

ART. 2. — L'article 7 du décret du 1^{er} septembre susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ci-dessus ne sont en aucun cas applicables aux agents mobilisés de toutes catégories qui n'auront été admis dans les administrations que postérieurement à la date de la mobilisation générale.

« Elles ne sont applicables aux agents placés en position de détachement auprès d'établissements privés, en position de disponibilité ou dans toute autre position similaire, qui ont été réintégrés dans leurs cadres d'origine postérieurement à la mobilisation générale, que si, au moment de leur appel ou de leur rappel sous les drapeaux, les intéressés réunissent un an au moins de services effectifs à l'Etat depuis la date de la mobilisation ».

ART. 3. — L'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1939, modifiant le décret du 1^{er} septembre susvisé, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Au dernier alinéa supprimer les mots : « sans pouvoir excéder le tiers du traitement net de début de l'emploi occupé ».

Après cet alinéa, ajouter un nouveau paragraphe, ainsi conçu :

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux retraités bénéficiaires de pensions concédées, soit par l'Etat, soit par l'une des collectivités ou entreprises énumérées à l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 1936, relatif aux cumuls ».

ART. 4. — Le décret du 1^{er} septembre 1939 est complété par des articles 15 bis et 15 ter ainsi conçus :

Art. 15 bis. — Les retraités rappelés ou maintenus en activité dans les cas prévus par le présent décret sont régis, en ce qui concerne la discipline, par les textes applicables aux personnels titulaires des administrations qui les emploient.

Les peines privatives de traitements comportent de plein droit pour les intéressés retenue intégrale de leur pension pendant une durée égale à celle de la suspension du traitement et à raison d'un trois cent soixantième de la pension par jour de suspension ou d'un douzième par mois.

Art. 15 ter. — Les retraités rappelés ou maintenus en activité dans les cas prévus par le présent décret conservent, en cas d'absence pour maladie, le bénéfice de leur pension.

ART. 5. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1939.

ART. 6. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et dont les dispositions auront effet à compter du 1^{er} décembre 1939.

Fait à Paris, le 23 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN,

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

Edouard DALADIER.

*Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.*

Troupes coloniales et métropolitaines

ARRETE N° 150 promulguant au Togo le décret du 13 février 1940 relatif à la solde et aux accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉOION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 13 février 1940 relatif à la solde et aux accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 février 1940 relatif à la solde et aux accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNE.

(Voir susdit décret du 13 février 1940 au J. O. R. F. du 22 février 1940 — page 1329).

Code de justice militaire

ARRETE N° 151 promulguant au Togo les décrets du 19 février 1940 étendant aux colonies les décrets des 4 octobre et 3 novembre 1939 modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉOION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire, promulguée au Togo par arrêté n° 135 du 15 mars 1929;

Vu les décrets du 19 février 1940 étendant aux colonies les décrets des 4 octobre et 3 novembre 1939 modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928 susvisée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 19 février 1940 étendant aux colonies les décrets-lois des 4 octobre et 3 novembre 1939 modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 19 février 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 4 octobre 1939 a modifié en ce qui concerne le territoire métropolitain, l'article 125 de la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Cette loi ayant été promulguée dans les territoires relevant du ministère des colonies, il a paru nécessaire de rendre également applicable dans ces territoires le décret-loi du 4 octobre 1939.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Georges BONNET.

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies;

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre applicable aux colonies et les textes modificatifs;

Vu le décret-loi du 4 octobre 1939 modifiant l'article 125 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 4 octobre 1939 modifiant l'article 125 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre sont applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des diverses colonies et aux *Bulletins officiels* des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 19 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,
Edouard DALADIER.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.*

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

(Voir décret-loi du 4 octobre 1939 susvisé au J. O. R. F. du 10 octobre 1939 — page 12214).

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 19 février 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 3 novembre 1939 a complété et modifié, en ce qui concerne le territoire métropolitain, la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Cette loi ayant été promulguée dans les territoires relevant du ministère des colonies, il a paru nécessaire de rendre également applicable dans ces territoires le décret-loi du 3 novembre 1939.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,
Edouard DALADIER.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.*

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies;

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre applicable aux colonies et les textes modificatifs;

Vu le décret-loi du 3 novembre 1939, modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928, portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 3 novembre 1939, modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928, portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre, sont applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française aux *Journaux officiels* des diverses colonies et aux *Bulletins officiels* des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 19 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,
Edouard DALADIER.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Georges BONNET.*

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

(Voir décret-loi susvisé du 3 novembre 1939 au J. O. R. F. du 8 novembre 1939 — page 12942).

Cafés coloniaux

ARRETE N° 152 promulguant au Togo le décret du 20 février 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 15 février 1938 organisant le contrôle du conditionnement des produits agricoles originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies, promulgué au Togo le 27 juin 1938;

Vu le décret du 21 juin 1938 modifiant et complétant le décret susvisé du 15 février 1938 (arrêté de promulgation n° 422 du 23 juillet 1938);

Vu les décret et arrêté ministériel du 10 janvier 1940 relatifs aux cafés coloniaux promulgués au Togo le 9 février 1940;

Vu le décret du 20 février 1940, relatif au conditionnement des cafés coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 février 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 10 janvier 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret susvisé du 10 janvier 1940, réglementant l'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies, entrera en application à l'expiration du délai d'un an comptant de la date de sa publication au *journal officiel*.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Exportation des capitaux — Opérations de change et commerce de l'or

ARRETE N° 153 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 23 février 1940 modifiant l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées, applicable aux colonies et territoires africains sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939 relatifs à la prohibition ou à la réglementation en temps de guerre dans les colonies et territoires africains sous mandat de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or, promulgués au Togo le 25 septembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 16 octobre 1939 modifiant l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 relatif aux opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français, promulgué au Togo le 27 décembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 23 février 1940 modifiant l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 23 février 1940 modifiant l'arrêté interministériel du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées, applicable aux colonies et territoires africains sous mandat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du même jour rendant applicable le décret susvisé aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu le décret du même jour fixant les conditions d'application du décret susvisé aux colonies et territoires africains sous mandat français, modifié par décret du 29 novembre 1939;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français;

ARRETENT :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 6 b de l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Encaissement du montant en devises étrangères de la rémunération de services ou de produits ou revenus de biens à l'étranger sous réserve de cession des devises à l'office colonial des changes dans un délai de deux mois au maximum à compter du jour de l'encaissement des devises, ou, s'il s'agit de coupons ou arrérages dans un délai d'un mois à compter du jour de l'encaissement des devises, celui-ci devant être effectué au plus tard trois mois après la date de la mise en paiement ou du détachement ».

Fait à Paris, le 23 février 1940.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Service radioélectrique

ARRETE N° 154 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 24 février 1940 fixant les attributions du service radioélectrique du ministère des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du service radioélectrique colonial, promulgué au Togo le 4 mai 1939;

Vu l'arrêté ministériel du 24 février 1940 fixant les attributions du service radioélectrique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 24 février 1940 fixant les attributions du service radioélectrique du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Voir texte de l'arrêté ministériel susvisé du 24 février 1940 au J. O. R. F. du 28 février 1940 — page 1473).

Exportation des capitaux — Opérations de change et commerce de l'or

Echanges commerciaux franco-britanniques

ARRETE N° 155 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques dans les colonies et territoires africains sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939 relatifs à la prohibition ou à la réglementation en temps de guerre dans les colonies et territoires africains sous mandat de l'exportation des capitaux, des opérations de change et du commerce de l'or, promulgués au Togo le 25 septembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 16 octobre 1939 modifiant l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu les arrêtés interministériels du 30 novembre 1939 relatifs : 1^o — aux opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français; 2^o — aux intermédiaires dans les colonies et territoires africains sous mandat français, promulgués au Togo le 27 décembre 1939;

Vu l'arrêté interministériel du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques dans les colonies et territoires africains sous mandat;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques dans les colonies et territoires africains sous mandat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

LE MINISTRE DES COLONIES ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du même jour rendant applicable ledit décret aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret du même jour fixant les conditions d'application dudit décret aux colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu le décret du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1939 relatif aux intermédiaires applicable aux colonies et territoires africains sous mandat;

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat français est modifié comme suit :

« Art. 1^{er}. — Dans le présent arrêté, on entend par : « Pays de monnaie sterling », les pays visés à l'article 1^{er} du décret du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques.

« Art. 4, alinéa c modifié. — Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes pour des motifs autres que ceux prévus à l'article 5, alinéas a, b, c et à l'article 6, alinéa a ci-dessous, ou versement de francs à un compte étranger en francs pour des motifs autres que ceux prévus à l'article 5, alinéas a et b et à l'article 6, alinéa a ci-dessous.

« Art. 5, alinéa h. — Remplacer : « aux alinéas a et b de l'article 6 ci-dessous », par : « aux alinéas a bis et b de l'article 6 ci-dessous ».

« Art. 5, alinéa i. — Remplacer : « aux alinéas a et b de l'article 6 ci-dessous », par : « aux alinéas a bis et b de l'article 6 ci-dessous ».

« Art. 6, alinéa a nouveau. — Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes ou versement de francs à un compte étranger en francs pour un règlement afférent aux échanges commerciaux entre les colonies et territoires africains sous mandat (à l'exception des établissements français de l'Inde) et un pays de monnaie sterling. Les conditions dans lesquelles les devises ainsi que les attestations de versement des francs sont demandées, les formalités à accomplir et les justifications à produire sont déterminées par le décret du 28 février 1940 relatif au règlement des échanges commerciaux franco-britanniques.

« Art. 6, alinéa a ancien. — Remplacer : « alinéa a » par : « alinéa a bis ».

« Art. 6, alinéa d. — Remplacer : « aux alinéas a et b ci-dessus », par : « aux alinéas a bis et b ci-dessus ».

« Art. 9, alinéa c, 2^o, modifié. — Sous réserve de la production des justifications prévues, ou des formalités prescrites, les sommes en francs visées à l'article 5, alinéas a et b, à l'article 6, alinéa a, et à l'alinéa a du présent article ».

ART. 2. — L'arrêté du 30 novembre 1939 relatif aux intermédiaires est complété comme suit :

« Art. 3. — »

« 2° (nouveau). — Pour toutes importations de marchandises originaires et en provenance d'un pays de monnaie sterling, une déclaration préalable de l'importateur précisant le mode et les conditions du règlement; pour toutes exportations de marchandises originaires des colonies et territoires africains sous mandat (à l'exception des établissements français de l'Inde) à destination d'un pays de monnaie sterling, comportant des frais accessoires payables en sterling, à la charge de l'exportateur, une demande conforme à l'annexe n° 1 de l'arrêté du 30 novembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées;

« 2° (ancien). — Remplacer : « alinéa 2° », par : « alinéa 2° bis ».

« Art. 9 bis (nouveau). — Chaque intermédiaire agréé transmet le jour même, à l'office colonial des changes, sous pli distinct, les déclarations qui lui ont été remises par les importateurs de marchandises originaires et en provenance de pays de monnaie sterling, ainsi que les demandes de sterling pour règlement de frais accessoires, présentées par les exportateurs de marchandises à destination de pays de monnaie sterling ».

Fait à Paris, le 28 février 1940.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Conventions internationales

France — Hongrie

ARRETE N° 166 promulguant au Togo le décret du 28 février 1940 portant approbation et publication de l'accord franco-hongrois sur les paiements commerciaux conclu le 27 février 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 28 février 1940 portant approbation et publication de l'accord franco-hongrois sur les paiements commerciaux, conclu le 27 février 1940;

Vu la dépêche ministérielle n° 3.728 du 7 mars 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 février 1940 portant approbation et publication de l'accord franco-hongrois sur les paiements commerciaux, conclu le 27 février 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1940.

L. MONTAGNE.

(Voir texte décret susvisé du 28 février 1940 au J. O. R. F. du 29 février 1940 — page 1486).

Code civil

ARRETE N° 167 promulguant au Togo le décret du 6 mars 1940 appliquant à plusieurs territoires et colonies le décret du 29 novembre 1939 modifiant l'article 310 du code civil.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 6 mars 1940 appliquant à plusieurs territoires et colonies le décret du 29 novembre 1939 modifiant l'article 310 du code civil;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 6 mars 1940 appliquant à plusieurs territoires et colonies le décret du 29 novembre 1939 modifiant l'article 310 du code civil.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1940.

L. MONTAGNE.

(Voir texte décret du 6 mars 1940 au J. O. R. F. du 9 mars 1940 — page 1775).

(Voir texte décret du 29 novembre 1939 au J.O.R.F. du 17 décembre 1939 — page 13996).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Bureau militaire

DECISION N° 134 portant nomination.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 270 du 21 mai 1939 fixant l'organisation et les attributions des bureaux du Commissariat de la République;

Vu la lettre n° 221/B. M. du 8 mars 1940 du capitaine d'infanterie coloniale Borne;

Vu les nécessités du service;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le lieutenant de vaisseau Marcoin, commandant maritime de la Défense, est nommé chef du bureau militaire du Commissariat de la République, en remplacement du capitaine d'infanterie coloniale Borne.

ART. 2. — La présente décision qui aura son effet à compter du 1er avril 1940, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 18 mars 1940.

L. MONTAGNE.

Primes aux cafés

ARRETE N° 144 abrogeant l'arrêté n° 106 du 28 février 1940 fixant la prime à payer aux cafés exportés du Territoire pendant le premier semestre 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc et établissant une taxe spéciale sur les produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 modifié par le décret du 11 septembre 1937, réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931, assurant la sauvegarde de la production du caoutchouc et établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 28 septembre 1939 modifiant l'article 17 (alinéa II) du décret du 31 mai 1931 relatif à l'octroi de primes à l'exportation des cafés coloniaux de qualité;

Vu le décret du 10 janvier 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté n° 68 fixant les modalités d'application du décret du 10 janvier 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

Vu la dépêche ministérielle n° 638 du 13 janvier 1940 fixant le taux des primes à appliquer à la qualité supérieure des différentes variétés de café;

Vu l'arrêté n° 106 du 28 février 1940 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le premier semestre 1940;

Vu le décret du 20 février 1940 reportant la date d'application du décret du 10 janvier 1940 à un an à compter de sa publication au journal officiel;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 106 du 28 février 1940 fixant la prime à payer aux cafés exportés du territoire pendant le premier semestre 1940.

ART. 2. — Vu l'urgence le présent arrêté sera affiché immédiatement dans tous les lieux d'usage, enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Sociétés Indigènes de Prévoyance**Budget**

ARRETE N° 147 approuvant et rendant exécutoire le budget 1940 de la société indigène de prévoyance de Klouto.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par les arrêtés n°s 116 du 24 février 1938 et 287 du 21 mai 1938;

Vu l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts des sociétés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé et rendu exécutoire le budget 1940 de la société indigène de prévoyance de Klouto, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : deux cent quarante-deux mille trois cent un francs (242.301 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Conditionnement des cafés coloniaux

ARRETE N° 148 abrogeant l'arrêté n° 68 du 9 février 1940 fixant les modalités d'application du décret du 10 janvier 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 10 janvier 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté n° 68 du 9 février 1940 fixant les modalités d'application du décret du 10 janvier 1940 déterminant les conditions d'exportation des cafés en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 20 février 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 68 du 9 février 1940 fixant les modalités d'application du décret du 10 janvier 1940 relatif au conditionnement des cafés coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Organisation administrative

Service du conditionnement des produits agricoles

ARRETE N° 157 organisant dans le territoire du Togo le service du conditionnement des produits agricoles.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 15 février 1938 portant organisation du contrôle du conditionnement des produits agricoles originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies modifié par le décret du 21 juin 1938;

Vu le décret du 13 juin 1929 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels au Togo;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et tous actes subséquents;

Vu le décret du 1^{er} août 1921 organisant le personnel des services techniques de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine et tous actes subséquents;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local des conducteurs des travaux agricoles et forestiers, modifié par arrêté du 22 mars 1934;

Vu l'approbation ministérielle notifiée par radiotélégramme n° 45 en date du 14 mars 1940 du Haut-Commissaire de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans le territoire du Togo un service public de contrôle du conditionnement des produits agricoles chargé :

1^o — de l'application du décret du 15 février 1938 sur le conditionnement des produits agricoles originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies, et des textes spéciaux à chaque produit;

2^o — de toutes recherches et études sur l'amélioration de la préparation, de la présentation, de la circulation des produits conditionnés, et sur les causes de mauvais comportement ou de conservation défectueuse de ces produits en cours de transport.

ART. 2. — Le service du contrôle du conditionnement des produits agricoles est placé sous l'autorité du Commissaire de la République et sous la direction technique d'un fonctionnaire pris dans les cadres généraux des services techniques et scientifiques de l'agriculture, ou à défaut et exceptionnellement des administrateurs des colonies. Ce fonctionnaire est nommé par le Commissaire de la République.

ART. 3. — Le service du contrôle du conditionnement est assuré par des fonctionnaires en activité de service des cadres généraux ou locaux des services de l'agriculture et par des anciens fonctionnaires ayant appartenu à l'un des cadres de l'agriculture ou de l'enseignement agricole des territoires d'outre-mer et offrant des garanties suffisantes d'activité physique.

Toutefois, ces agents pourront être secondés sous la responsabilité et le contrôle du chef de service par des spécialistes ou des experts ne remplissant pas les conditions des alinéas précédents ou par des représentants de la chambre de commerce ou d'agriculture désignés par cet organisme.

Les fonctionnaires en retraite, les spécialistes, experts ou représentants de la chambre de commerce engagés à titre permanent seront recrutés par contrat dans les formes et aux conditions réglementaires avec le titre d'inspecteur ou de contrôleur. Ils ne pourront en aucun cas être chefs de service.

ART. 4. — Si les nécessités du service l'exigent le Commissaire de la République pourra également engager des auxiliaires indigènes, à titre temporaire, aux conditions habituelles.

ART. 5. — Avant d'entrer en fonction, les agents du service du conditionnement prêtent serment oralé-

ment ou par écrit, devant le tribunal du lieu de leur résidence, de bien et fidèlement remplir les fonctions dont ils sont chargés et d'accomplir en tout les devoirs qu'elles leur imposent.

ART. 6. — Les agents du service du contrôle du conditionnement relèvent au point de vue politique administratif et financier de l'autorité administrative du territoire. Au point de vue technique ils sont placés sous l'autorité du chef de service.

ART. 7. — Les agents des cadres généraux et locaux de l'agriculture, de l'élevage ou des forêts, en service au territoire, pourront être appelés à participer au service du conditionnement par décision spéciale et personnelle du Commissaire de la République.

Les indemnités qui pourront leur être attribuées seront fixées par arrêtés soumis à l'approbation ministérielle.

ART. 8. — Les études d'ensemble et en général toutes les questions ayant trait au conditionnement des produits, à l'amélioration de leurs présentations, de leur transport, de leur conservation seront centralisées par le bureau des affaires économiques (inspection de l'agriculture).

ART. 9. — Les modalités d'organisation du service seront fixées par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 10. — Les dépenses et les recettes concernant le fonctionnement des services de contrôle du conditionnement seront inscrites au budget local. Pour faire face à ces dépenses des taxes de conditionnement seront instaurées dans les formes réglementaires prévues par l'article 74 B du décret financier du 30 décembre 1912.

ART. 11. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} mai 1940, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Usines d'égrenage de coton

ARRETE N° 159 habilitant les agents d'agriculture européens à constater les conditions de fonctionnement des usines d'égrenage de coton et l'état des machines en usage dans lesdites usines et fixant la composition chargée de la contre-expertise en cas de contestation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 121 du 9 mars 1935 habilitant le chef du secteur cotonnier à constater les conditions de fonctionnement des usines d'égrenage de coton et l'état des machines en usage dans lesdites usines et fixant la composition de la commission chargée de procéder à la contre-expertise en cas de contestation;

Vu l'arrêté n° 115 du 15 février 1939 modifiant l'arrêté n° 121 du 9 mars 1935 concernant les conditions de fonctionnement des usines d'égrenage de coton;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'agriculture en date du 20 mars 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les agents d'agriculture européens sont habilités à constater les conditions de fonctionnement des usines d'égrenage de coton installées dans le territoire et l'état des machines dans lesdites usines.

Ils formulent leurs conclusions relativement aux répercussions que peuvent avoir les conditions de fonctionnement de ces usines et l'état des machines qui y sont en usage sur la qualité du coton destiné à l'exportation.

ART. 2. — En cas de contestation par le propriétaire de l'usine des conclusions formulées par les agents d'agriculture, les conditions de fonctionnement de l'usine et l'état des machines font l'objet d'une contre-expertise à laquelle il est procédé par une commission composée de :

Le commandant de cercle dans lequel est situé l'établissement intéressé	} <i>Président</i>
L'inspecteur de l'agriculture,	
Un fonctionnaire technique du service des transports,	} <i>Membres</i>
Un représentant de l'établissement intéressé,	
Un agent européen du service de contrôle du conditionnement des produits agricoles.	

Les conclusions de cette commission sont soumises au Commissaire de la République (affaires économiques — inspection de l'agriculture).

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures, notamment l'arrêté n° 121 du 9 mars 1935 et l'arrêté n° 115 du 15 février 1939 susvisés, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Exportations de cacao

ARRETE N° 162 complétant l'arrêté n° 34 du 20 janvier 1940 instituant un régime de licences pour les exportations de cacao sur la France et sur l'étranger.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 décembre 1939 réglementant l'exportation des produits coloniaux;

Vu la convention en date du 9 décembre 1930 intervenue entre le syndicat général des importateurs de cacao coloniaux et le groupement d'importation et de répartition des cacao concernant l'achat des cacao de Côte d'Ivoire, du Togo et du Cameroun pendant la campagne 1939-1940;

Vu l'arrêté n° 34 du 20 janvier 1940 instituant un régime de licences pour les exportations de cacao sur la France et sur l'étranger;

Vu les dépêches ministérielles n°s 13.316 et 13.946 des 20 et 30 décembre 1939 et n° 3.710 du 7 mars 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complété comme suit l'article 3 de l'arrêté n° 34 du 20 janvier 1934 susvisé :

« Les licences ne peuvent être délivrées qu'aux commerçants ayant acheté au syndicat général des impor-

« tateurs de cacao coloniaux et qui auront effectivement exporté des cacao et payé patente au cours des deux dernières années ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Chambre de commerce

ARRETE N° 165 fixant la date des élections pour le renouvellement en 1940 de la chambre de commerce du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo;

Vu l'arrêté n° 63 du 5 février 1940 modifiant pour l'année 1940 la date des élections pour le renouvellement du bureau de la chambre de commerce;

Vu l'arrêté n° 87 du 21 février 1940 arrêtant et approuvant la liste définitive des électeurs à la chambre de commerce du Togo pour le renouvellement du bureau en 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élections en vue du renouvellement de la chambre de commerce sont fixées au 7 avril 1940.

Elles auront lieu à Lomé, à la maison commune, sous la présidence du commandant de cercle de Lomé assisté des deux plus jeunes et des deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin.

Le scrutin sera ouvert de 10 heures à 12 heures.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938, les électeurs absents de Lomé ou non domiciliés dans cette ville pourront adresser au président du bureau leur bulletin de vote placé sous double enveloppe dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur, faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne seront pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au président avant la fermeture du scrutin.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

Wharf de Lomé

ARRETE N° 168 fixant la dénomination du wharf de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le départ du Togo de M. Moquay, capitaine de port, admis à faire valoir ses droits à la retraite après avoir servi au territoire pendant dix sept années en qualité de maître de wharf;

A la demande des ouvriers du wharf de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le wharf de Lomé est dénommé à compter de la date du présent arrêté « Wharf Armand MOQUAY ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1940.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Nomination

Par arrêté ministériel du :

21 août 1939. — M. Saint-Cricq (André, Auguste), commis principal de 1^{re} classe de la trésorerie du Togo, est nommé, pour compter du 1^{er} janvier 1939, payeur de 3^e classe de ladite trésorerie.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par décisions des :

21 février 1940. — M. Maugis, adjoint de 1^{re} classe des services civils, agent spécial de la subdivision de Palimé, est mis à la disposition du chef du bureau des finances et de la comptabilité.

16 mars 1940. — M. Lauqué, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils, est mis à la disposition du chef du bureau des finances et de la comptabilité du commissariat de la République.

M. Barbero, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, chef de la subdivision administrative de Sokodé et président du tribunal du 1^{er} degré, est chargé provisoirement, et cumulativement avec ses fonctions actuelles, de celles d'agent spécial, dépositaire-comptable, et surveillant-chef de la prison, en remplacement de M. Lauqué.

19 mars 1940. — M. Gaudonville, adjoint principal hors classe des services civils, est nommé agent spécial, dépositaire-comptable et surveillant-chef de la prison de Sokodé, en remplacement de M. Barbero, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, chargé provisoirement de ces fonctions.

Retraite

Par arrêté n° 161 du :

23 mars 1940. — M. Serre (Pierre), chef ouvrier d'art de 3^e classe du cadre local des chemins de fer du Togo, est admis à faire valoir ses droits à une pension d'invalidité dans les conditions fixées par l'article 17, paragraphe 1 du décret du 1^{er} novembre 1928 et ce à compter du 24 août 1939, date à laquelle il a été rayé des contrôles.

DIVERS

Agences spéciales

Par décisions des :

21 février 1940. — M. d'Almeida Félicien, commis d'administration de 8^e classe, en service au bureau des finances et de la comptabilité, est nommé agent spécial de la subdivision de Palimé, en remplacement de M. Maugis, adjoint de 1^{re} classe des services civils, appelé à d'autres fonctions.

19 mars 1940. — M. Dueggah Joseph, commis d'administration de 3^e classe, en service à Sokodé, est nommé agent spécial et dépositaire-comptable de la subdivision de Mango, en remplacement de M. Gaudonville, adjoint principal hors classe des services civils, appelé à d'autres fonctions.

Commandement indigène

Par arrêté n° 163 du :

26 mars 1940. — M. Kukakpo Akpaka est nommé chef du canton d'Assomé (cercle de Lomé, subdivision de Tsévié), en remplacement de Akpaka Dopégnon, décédé.

Enseignement

Internat des fils de chefs de Mango

Par arrêté n° 146 du :

19 mars 1940. — Les taux des allocations journalières de nourriture et d'entretien de l'internat des fils de chefs de Mango pour l'année 1940 sont fixés comme suit :

Nourriture	1,10
Entretien	0,45

Justice indigène

Par arrêté n° 158 du :

20 mars 1940. — M. Roche, administrateur de 3^e cl. des colonies, est nommé membre suppléant du tribunal colonial d'appel de Lomé, en remplacement de M. de Guise, adjoint des services civils, nommé à cette fonction, en tant « qu'administrateur ad hoc » par l'arrêté n° 67 du 9 février 1940.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Produits coloniaux

EXTRAIT des conclusions adoptées par le conseil national économique dans sa session du 12 juillet 1939.

Le café

La France consomme 185.000 tonnes de café; 40.000 tonnes seulement proviennent aujourd'hui des colonies; la politique à suivre doit tendre à satisfaire une partie plus importante des besoins de la métropole par les cafés des colonies et à assurer aux cafés coloniaux de nouveaux débouchés.

Le problème de la quantité n'est pas le plus grave. La production coloniale a augmenté dans de très fortes

proportions depuis quelques années; elle est susceptible d'atteindre, d'ici cinq ans, 100 à 120.000 tonnes. Les syndicats de planteurs ont demandé, pour que cet effort soit poursuivi et accru, que le mode de calcul des primes instituées par le décret du 31 mai 1931 soit modifié. Le système de ce décret, qui consiste à n'accorder des primes que lorsque le prix de revient moyen, fixé par l'administration, est supérieur au prix de vente, prête à l'arbitraire et ne semble pas propre à assurer un encouragement réel aux planteurs. Il permet, d'autre part, l'accumulation dans chaque colonie, à partir du moment où la prime n'est plus versée, de fonds assez importants dont l'affectation à « des travaux d'intérêt général ayant pour but d'améliorer la production » du café, ou à des « études et recherches » en vue d'étendre ses possibilités d'utilisation, semble être restée assez théorique.

Le conseil national économique ne possède pas les éléments d'information nécessaires pour se prononcer sur le point de savoir si la situation des planteurs justifie des méthodes plus libérales dans l'attribution de ces primes pour l'exécution de la dernière phase du programme d'accroissement de la production des cafés ordinaires qui reste à assurer. Peut-être pourrait-on renoncer à subordonner strictement l'attribution des primes à l'absence de tout bénéfice et devrait-on y substituer un procédé de répartition plus souple, et tenant compte essentiellement de la qualité des produits. On pourrait, notamment, concevoir des primes dégressives au fur et à mesure que les plantations se développent, de sorte que le concours financier de la collectivité cesserait tout naturellement lorsque, dans quelques années, les besoins de la métropole en cafés ordinaires seront assurés et que les plantations bien exploitées, parvenues à l'époque de leur plein rendement, assureront par elles-mêmes, à leurs propriétaires, une rémunération normale.

En tout cas, il importe que la loi du 31 mars 1931, tant qu'elle restera en vigueur, soit rigoureusement respectée, et que les fonds attribués aux colonies pour permettre le développement de la culture du café ne soient pas affectés à un autre usage. Si, comme il est probable, les travaux et recherches prévus par le décret du 31 mai 1931 ne les absorbent pas entièrement sur le plan local, le surplus devrait être versé au comité professionnel qui devra être institué conformément aux conclusions générales du conseil national économique du 31 janvier et à l'institut technique qu'il convient de créer auprès de lui; ainsi ces organismes disposeraient des ressources nécessaires pour assurer une amélioration constante de la qualité de notre production coloniale et faire la propagande nécessaire pour lui ouvrir, en France même, un débouché de plus en plus large.

Mais on ne peut espérer substituer complètement les cafés des colonies françaises aux cafés brésiliens si les colonies ne produisent pas 40.000 tonnes environ de café « arabica ». Il existe, dans plusieurs d'entre elles, des régions où cette espèce pourrait être cultivée dans de bonnes conditions; mais la culture de l'arabica exige des frais importants et ne peut être entreprise que si les planteurs sont assurés d'une aide substantielle et suffisamment durable de la collectivité. Les ressources prévues à cet effet par le décret-loi du 24 mai 1938 sont largement suffisantes; elles pourraient même, semble-t-il, être réduites de moitié; mais il convient de fixer sans délai les modalités de leur répartition. Il semble que le meilleur procédé pour garantir aux planteurs la permanence de l'aide promise pendant une période déterminée — qui ne devrait

guère être inférieure à quinze ans — consiste en la conclusion de contrats avec les colonies intéressées, contrats par lesquels, en contrepartie de la subvention accordée par elle, l'administration se réserverait un droit de contrôle sur l'utilisation des fonds, sur les conditions d'exploitation et sur la qualité du produit obtenu. Si des prêts étaient consentis, le remboursement n'en devrait être prévu qu'à partir de la onzième année de manière à ne pas accroître les charges des plantations avant qu'elles ne soient en plein rendement.

Dans un autre ordre d'idées, certains membres du conseil national économique ont demandé que les mêmes droits de douane soient appliqués aux cafés étrangers à leur entrée en France et en Algérie.

Le cacao

La consommation française n'absorbe que la moitié à peine du cacao produit dans les colonies françaises. La France n'importe cependant que 4.000 tonnes de cacao en fèves de l'étranger; ce sont des qualités fines, du Venezuela ou du Brésil, que ses colonies ne fournissent pas encore. Les espèces de cacaoyers qui les produisent semblent pouvoir être acclimatées à Madagascar. Il convient d'en encourager l'essai.

Le comité professionnel qui, d'après les renseignements donnés au conseil national économique, serait déjà constitué, pourrait prélever les ressources nécessaires sur celles qui lui sont d'ores et déjà attribuées et qui semblent dépasser les besoins de la propagande en faveur de la consommation du cacao en France et dans les colonies.

Enfin et surtout, il faudrait faciliter l'exportation des cacaos de Côte-d'Ivoire sans porter atteinte aux principes de notre politique douanière coloniale et de notre politique économique internationale. A cet effet, il conviendrait que l'administration locale envisageât un aménagement de régime fiscal et, s'il est absolument indispensable, un certain assouplissement de la réglementation sociale, de nature à permettre à nos planteurs d'obtenir un prix de revient analogue à ceux que réalisent leurs concurrents de la colonie anglaise voisine.

Un effort devrait également être tenté lors du renouvellement de nos accords commerciaux avec les Etats-Unis et l'Allemagne — principaux pays consommateurs et non producteurs — pour obtenir que nos cacaos ne soient frappés que de droits modérés.

EXTRAIT du rapport présenté par M. Emmanuel Rain, auditeur au conseil d'Etat.

A. — Le café.

La France métropolitaine a importé en 1938 185.000 tonnes de café pour une valeur de 993 millions, sur lesquelles les colonies n'ont fourni que 40.000 tonnes d'une valeur de 265 millions.

Les cafés étrangers proviennent essentiellement du Brésil (81.000 tonnes), les cafés coloniaux de Madagascar (25.000 tonnes), de l'Afrique occidentale française (8.000 tonnes), du Cameroun (2.000 tonnes), d'Afrique équatoriale française (1.000 tonnes). 445 tonnes seulement sont venues d'Indochine en 1937, la production étant en grande partie absorbée par la consommation locale. La consommation dans les colonies

mêmes ne peut être fixée de manière précise, mais elle atteint 18 à 19.000 tonnes pour l'Afrique du Nord qui n'est pas productrice.

La production coloniale, telle qu'elle nous est révélée par les statistiques douanières, s'est beaucoup développée au cours des dernières années : elle n'atteignait pas 2.000 tonnes à la veille de la guerre ; en 1930, elle n'était encore que de 8.000 tonnes, mais elle passait à 14.000 tonnes en 1931, à 19.000 en 1935, à 40.000 en 1937.

D'après le rapport de M. du Vivier de Streel au conseil supérieur de la France d'outre-mer, la production, eu égard aux surfaces qui ont été plantées pendant les dernières années, devrait atteindre, d'ici cinq ans, 100 à 120.000 tonnes : ces chiffres n'ont pas été contestés.

On pourrait donc se demander si les colonies ne vont pas être à même, sans qu'il y ait lieu de prendre aucune mesure nouvelle, de faire face d'ici quelques années à tous les besoins de la consommation française.

Mais il n'est rien, car le consommateur français préfère aux cafés des espèces dites « robusta » « excelsa » et « libéria », actuellement cultivées dans les colonies, le café dit « arabica », dont nous ne produisons que 4.000 tonnes, de sorte que l'on doit se demander si, à défaut d'une modification dans le goût de la clientèle, la production coloniale sera facilement absorbée par le marché métropolitain au cours des prochaines années.

Certes, il n'y a rien de chimérique à espérer une modification dans le goût du public. On pourrait citer de nombreux exemples de tels changements dans le passé. La différence de prix entre les cafés des colonies et les cafés étrangers que provoque l'assujettissement de ceux-ci aux droits de douane, fournit aux producteurs coloniaux un très puissant moyen d'action pour leur propagande. Mais, si le résultat cherché est obtenu, il faudra augmenter dans des proportions considérables les plantations actuelles, et les planteurs demandent, pour permettre cette extension, que l'Etat revise les modalités de l'aide, tout à fait théorique, qu'il apporte actuellement aux planteurs en exécution de la loi du 31 mars 1931.

D'autre part, quel que soit le fruit des efforts entrepris en vue d'augmenter la consommation des cafés cultivés dans les colonies d'Afrique, une partie de la clientèle restera certainement fidèle au café « arabica ». Il est donc important, pour le rétablissement de l'équilibre de notre balance commerciale, de donner un grand développement à la culture, dans les colonies, de cette espèce recherchée. Mais la culture de l'« arabica » n'est possible que dans certaines régions de l'Indochine, principalement sur les plateaux du Haut-Annam, dans des régions limitées de l'Afrique équatoriale française, au Fouta-Djallon, au Cameroun, aux Antilles ; elle exige des soins particuliers pour défendre les plantations contre l'« hémielia vastatrix », enfin, le rendement à l'hectare est moins élevé que celui des autres espèces. Aussi estime-t-on que cette culture ne peut être assurée utilement que par des planteurs expérimentés, en général d'origine européenne, ou par des sociétés importantes.

En Indochine, en particulier, où l'on ne peut plus guère trouver que sur les plateaux de l'Annam les terres adéquates, il convient, d'après le syndicat des planteurs, en raison de l'éloignement des centres habités, du coût des dépenses de premier établissement, de la nécessité d'installer une main-d'œuvre transportée du bas pays, et de faire vivre sur les plantations

un cheptel important, de n'envisager, si l'on veut aboutir à un résultat satisfaisant, que des plantations de 300 hectares environ, qui ne pourront être organisées que par des sociétés solides susceptibles d'appointer comme chefs de plantations des ingénieurs agronomes spécialisés. En Nouvelle-Calédonie, à la Guadeloupe, au contraire, des colons habitués aux méthodes de la culture européenne, peuvent réussir à tirer un bon parti de plantations petites et moyennes. Mais de l'avis unanime, les uns et les autres, et en particulier les sociétés indochinoises qui semblent seules susceptibles de fournir des quantités importantes de café « arabica », ne peuvent entreprendre cette culture délicate et onéreuse, d'un rendement tardif et aléatoire, sans être assurés d'un concours substantiel et durable de la puissance publique. Ce concours a été promis par un décret du 24 mai 1938, pris en vertu des pouvoirs conférés au gouvernement par la loi du 13 avril précédent, en vue de « redresser les finances et l'économie de la nation », et qui a porté de 0,20 à 0,40 le tarif de la taxe spéciale sur les cafés de toutes provenances, instituée par la loi du 31 mars 1931. Le décret du 1^{er} septembre 1938 pris pour l'application de ce décret-loi, a confié à des arrêtés ministériels le soin de fixer les modalités de la répartition du produit de la taxe. Ces arrêtés ne sont pas encore intervenus. De vives inquiétudes se sont manifestées à cet égard, à la suite de la publication du décret du 20 mars dernier sur « la réorganisation et la suppression des offices ». Les syndicats intéressés ont déclaré à la sous-commission, de la manière la plus formelle, qu'aucun travail ne serait entrepris tant que les planteurs ne seront pas fixés sur les conditions d'attribution du concours financier promis et surtout tant qu'ils n'auraient pas de garanties suffisantes quant à la durée.

Il apparaît, en somme, que les colonies françaises pourraient assurer, d'ici une quinzaine d'années, l'intégralité des besoins de la métropole en cafés ordinaires et en cafés fins, à la condition que les planteurs puissent compter sur un concours financier de l'Etat dont le montant serait limité, mais qui leur serait garanti pendant toute cette période.

Les syndicats de planteurs de café, entendus par la sous-commission, ont des critiques contre le régime institué par le décret du 31 mai 1931 pour l'attribution des primes prévues par la loi du 31 mars 1931 et des vœux très précis concernant l'application du décret-loi du 24 mai 1938.

Le décret du 31 mai 1931 a posé en principe que la prime aurait uniquement pour objet de compenser la différence existant entre le prix de vente des cafés au Havre et le prix de revient moyen tel qu'il serait déterminé, pour chaque colonie, par arrêté du gouverneur. Or, les gouverneurs ne disposent pas des éléments nécessaires pour fixer le prix de revient de manière exacte ; ce prix varie d'ailleurs beaucoup d'une plantation à l'autre ; les prix ont été fixés, a-t-on dit, à des prix fort variables et toujours parfaitement arbitraires, en général inférieurs ou égaux aux prix de vente, de sorte qu'aucune prime n'est allouée en fait, sauf au Cameroun, depuis plusieurs années, bien que les prix restent peu rémunérateurs. Les fonds ainsi rendus disponibles doivent être utilisés d'après le décret de 1931 à des « travaux d'intérêt général ayant pour but d'améliorer la production du café ou à des études et recherches » en vue d'étendre ses possibilités d'utilisation. Les syndicats de planteurs demandent que ce système modifié de manière à limiter l'arbitraire et à calculer le prix de revient — si l'on garde cette base de calcul — de manière à permettre les amortisse-

ments indispensables et un bénéfice raisonnable. Nous croyons cette demande justifiée. En tout cas, s'il n'est pas absolument certain que le concours promis en 1931 pour les cafés ordinaires soit indispensable, puisque la production ne cesse d'augmenter bien que la prime se soit pas versée en fait, il est injustifiable que la subvention versée par l'Etat en application de la loi du 31 mars 1931 pour le développement de la culture du café, soit utilisée en fait à de tous autres usages, à la construction de routes, par exemple.

En ce qui concerne le café arabica, la question se présente différemment, car le concours financier de l'Etat est, nous l'avons montré plus haut, la condition indispensable du développement de cette culture. Ce concours a été formellement promis par le décret du 24 mai 1938 et le décret du 20 mars 1939 n'a pas pour effet de le remettre en question.

Mais comment assurer pratiquement aux planteurs le caractère durable du concours financier qui leur est promis ? A notre avis, par la voie contractuelle — si des contrats sont passés entre les diverses colonies intéressées et les planteurs, assurant à ceux-ci une subvention ou un prêt réparti sur un nombre d'années déterminé — que l'Etat intervienne ou non au contrat comme garant — les colonies seront tenues de payer effectivement les sommes promises et ni le Parlement, ni le Gouvernement n'envisageront de priver les autorités locales des subventions qui leur seront nécessaires pour faire honneur à leurs engagements.

La conclusion de contrats entre les colonies et les planteurs d'arabica est d'ailleurs prévue et demandée par le syndicat des planteurs qui y voit le moyen de régler les modalités du contrôle indispensable de la collectivité sur les plantations auxquelles des fonds seraient accordés. Les contrats ne seraient passés qu'avec des particuliers ou des sociétés justifiant des capacités techniques et des moyens financiers nécessaires en vue de l'établissement et de l'exploitation d'une plantation dans une région propice à la culture de l'arabica ; ils permettraient à l'administration de contrôler l'usage fait des fonds accordés et la qualité du café produit.

Le syndicat des planteurs de café estime que, pour maintenir et améliorer la qualité actuelle du café arabica des colonies, il serait indispensable de créer dans les principales colonies productrices et, essentiellement, en Indochine, un organisme scientifique, analogue aux instituts spécialisés qui existent dans les colonies anglaises et hollandaises. Cet organisme travaillerait en étroite liaison avec le comité professionnel qui devrait être créé, en vertu des conclusions générales du conseil national économique du 31 janvier 1939 pour suivre l'application du programme d'expansion de la culture du café dans les colonies, organiser la propagande dans la métropole et suggérer, le cas échéant, aux pouvoirs publics les modifications utiles.

D'ores et déjà, le syndicat des planteurs estime que les modalités de la participation financière de l'Etat prévues par le décret du 24 mai 1938, doivent être revisées et précisées. D'une part, le crédit annuel alloué par le décret lui-même en 1938 et par la loi de finances en 1939, pour le développement de la culture du café arabica aux colonies, est nettement excessif. De l'avis du président du syndicat des planteurs d'Indochine, les plantations susceptibles d'être organisées sur le territoire de l'Union indochinoise ne sauraient exiger une subvention supérieure à 4 millions par an et, même compte tenu des besoins des autres colonies, et des frais de fonctionnement de l'institut technique à créer, une somme inférieure de moitié à celle qui est actuellement prévue serait largement suffisante.

Par contre, le syndicat considère que si, comme il est vraisemblable, une partie de la subvention est consentie sous forme de prêt, il est indispensable que ce prêt soit prolongé pendant vingt ans au lieu de dix, pour éviter que les planteurs ne soient astreints au remboursement intégral dès la onzième année, c'est-à-dire dès le début de la période de pleine production des plantations nouvelles.

Enfin, il demande que toutes les modalités d'application soient fixées sans plus tarder, le retard apporté à leur détermination depuis un an ayant déjà eu pour effet de retarder jusqu'en 1930 la mise en application du plan d'extension de la culture de l'arabica.

Le vœu émis par le syndicat des planteurs, le 28 février dernier, précise les modalités qu'il envisage ; elles peuvent se résumer ainsi :

1^o — Subvention de base exempte de remboursement ;

2^o — Prêt sans intérêt remboursé, à partir de la onzième année, par une annuité correspondante à 6,6 p. 100 du capital qui permettrait la libération complète au bout de vingt-cinq ans ;

3^o — Octroi éventuel d'une prime de colonisation pour tenir compte de la situation particulière de plantations installées dans des régions favorables à la culture de l'arabica, mais éloignées des centres de colonisation.

Ces subventions et prêts seraient versés intégralement, au cours des cinq premières années de chaque plantation, et devraient correspondre à 50 p. 100 des frais de premier établissement.

Le conseil national économique n'a pas à prendre parti sur toutes ces modalités. La première question qui se pose est celle de savoir pendant combien de temps le concours financier de la collectivité sera nécessaire. Le syndicat des planteurs demande l'allongement de la période de dix ans actuellement prévue et invoque, notamment, la nécessité de ne pas exiger un remboursement trop rapide des prêts consentis. Sans doute, si des prêts sont consentis, le remboursement devra être échelonné seulement à partir de la onzième année, et sur une période assez longue pour ne pas surcharger les planteurs pendant les premières années de rendement normal, mais il ne s'ensuit nullement que les subventions doivent se prolonger pendant cette période. Il serait d'ailleurs peut-être préférable de n'accorder la participation de l'Etat que sous forme de subvention ou de bonification d'intérêts non remboursables, comme semble l'avoir prévu le décret du 1^{er} septembre 1938.

En réalité, la durée de la période pendant laquelle des subventions devront être accordées dépend de la question de savoir quelle est l'importance de l'effort qui peut être accompli pendant les premières années. Il paraît nécessaire de prévoir un délai de mise en route assez long, pendant lequel la subvention ne pourra sans doute être complètement utilisée ; il convient, par suite, de porter à quinze ans la durée de la période pendant laquelle le concours financier de la colonie sera assuré aux planteurs.

Par contre, il semble certain que le montant du crédit accordé pourrait être diminué de moitié. Enfin, il y a un intérêt évident à ce que les modalités d'application des décrets du 24 mai et du 1^{er} septembre 1938 soient fixées sans plus tarder, afin que les contrats puissent être passés et les premières subventions versées avant la fin de l'année. Sinon, le crédit ouvert au budget de 1939 risquerait de rester inutilisé comme celui de 1938, et la subvention devrait être prolongée de deux ans.

En somme, la politique française du café paraît orientée dans la bonne voie. Une seule modification importante semble devoir être préconisée : elle consisterait à ne plus subordonner l'attribution des primes à l'absence de bénéfice, mais, au contraire, à les calculer de manière à assurer aux planteurs, tout en tenant compte essentiellement de la qualité du produit obtenu, une rémunération raisonnable de leurs efforts.

On pourrait notamment concevoir des primes dégressives au fur et à mesure que les plantations se développent, de sorte que le concours financier de la collectivité cesserait tout naturellement lorsque, dans quelques années, les besoins de la métropole en cafés ordinaires seront assurés et que les plantations bien exploitées, parvenues à l'époque de leur plein rendement, assureront par elles-mêmes à leurs propriétaires une rémunération normale.

D'autre part, il est indispensable de mettre en application, à très bref délai, un large programme d'extension de la culture de l'arabica dans les régions propices, grâce à des subventions de l'Etat, libéralement consenties pendant la période de premier établissement.

Ce programme devrait être établi en accord avec l'administration et avec la collaboration d'un organisme technique compétent et bien outillé, par un comité professionnel constitué dans les conditions prévues par les conclusions du conseil national économique du 31 janvier 1939.

C. — Le cacao.

Jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, le cacao n'était connu que comme un produit « lointain, exotique et rare ». Le cacaoyer n'était guère cultivé en effet qu'au Venezuela, au Brésil (Etat de Bahia), à Saint-Domingue, à l'île de Trinidad et dans trois petites îles de la côte d'Afrique : Fernando Po, San Thomé et Principe.

Cependant la culture du cacaoyer est facile dans beaucoup de pays de la zone équatoriale. Aussi la production prit-elle au début du dix-neuvième siècle un grand développement qui fut accompagné d'une large expansion de la consommation du chocolat, surtout en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

Non seulement la production de l'Amérique centrale prit de grandes proportions, mais la culture des cacaoyers de Fernando Po fut introduite sur la côte occidentale d'Afrique, en Gold Coast, où elle prit rapidement une extension extraordinaire : la production de cacao y est passée de 500 tonnes en 1900 à 235.000 tonnes en 1938. La Gold Coast est actuellement le plus important pays producteur du monde.

Les Français ont été les premiers à apprécier le cacao et à en faire une utilisation industrielle. Le cacao n'est pas, comme le thé et le café, un produit qui est consommé tel, ou à peu près, qu'il sorte des plantations ; la plus grande partie des quantités produites est transformée en chocolat, et cette transformation comporte des opérations nombreuses et délicates, où, dès longtemps, a excellé l'industrie française. La renommée mondiale de nos grandes marques de chocolat remonte à de longues années déjà. En 1900, la France était le principal pays importateur de cacao. Mais elle n'en produisait pas une tonne dans son domaine colonial.

Ce n'est qu'au lendemain de la guerre, en présence de l'augmentation considérable constatée, en vingt ans,

dans la consommation mondiale (près de 300 p. 100 d'augmentation) et même dans la consommation française (100 p. 100) qu'un effort important a été accompli pour répandre la culture du cacaoyer dans nos colonies d'Afrique. Cet effort a donné en Côte d'Ivoire et au Cameroun d'excellents et très rapides résultats. La production de la Côte d'Ivoire est passée de 1.000 tonnes en 1920 à 50.000 tonnes environ en 1938 et celle du Cameroun de 5.000 à 25.000 tonnes. Compte tenu des plantations du Togo, de Madagascar et des Comores, des Nouvelles Hébrides, enfin, la production totale des colonies françaises dépasse actuellement 85.000 tonnes.

Cet admirable résultat a été obtenu sans aucun concours financier de l'administration. Le droit de douane qui frappait le cacao autrefois avait, est-il besoin de le dire ? un caractère purement fiscal, puisqu'il n'existait pas de production coloniale à protéger. Au lendemain de la guerre, ce droit, qui était alors de 1.000 frs. par quintal environ, ne fut réduit que de moitié pour les cacaos coloniaux ; la production de ceux-ci se développa ainsi sans même bénéficier de la franchise complète à l'entrée dans la métropole. Cette franchise fut cependant consentie au bout de quelques années, sur la demande, bien légitime, des planteurs.

Aujourd'hui, les besoins de l'industrie chocolatière française sont presque entièrement satisfaits par les cacaos de la Côte d'Ivoire et du Cameroun. Nous n'importons plus de l'étranger que 4.300 tonnes de cacao en fèves, auxquelles il faut ajouter, il est vrai, 1.400 tonnes de cacao en pâte ou en poudre et 700 tonnes de beurre de cacao — alors qu'en 1937, 37.000 tonnes de cacao en fèves sont venues des colonies françaises. Les 4.000 tonnes de cacao en fèves importées de l'étranger sont des cacaos fins du Venezuela ou du Brésil, utilisées pour les mélanges nécessaires à la fabrication du chocolat de qualité. Encore espérait-on obtenir à Madagascar, dans les plantations particulièrement soignées, un produit excellent susceptible de remplacer peu à peu dans la fabrication des cacaos d'Amérique du Sud. Le comité interprofessionnel, récemment créé par le gouvernement, comme l'avait réclamé la conférence impériale de 1934-1935, et doté d'un crédit annuel de 2.100.000 frs., va s'employer tant à accroître la production de ces qualités fines qu'à développer la consommation du chocolat français en France, aux colonies et à l'étranger.

Mais, quels que soient les résultats que l'on puisse attendre de l'action du comité interprofessionnel pour l'amélioration de la qualité et le développement de la consommation, il est évident que les colonies, et en particulier la Côte d'Ivoire, qui produit déjà, à elle seule, plus que ne consomme la métropole, ne peuvent espérer trouver en France, ni même dans l'empire — la France d'outre-mer consomme très peu de chocolat — les débouchés dont elles ont besoin. Or, l'exportation est très difficile, et l'excédent de la production sur les besoins de la métropole pèse sur les prix au point que la franchise douanière ne présente plus aucun attrait pour les producteurs. Il est aisé de comprendre comment l'on est arrivé à ce résultat inattendu : l'exemption de droits de douane était destinée à faciliter au cacao des colonies la concurrence sur le marché métropolitain avec les cacaos étrangers ; ce but est aujourd'hui atteint ; seules entrent désormais en France des qualités que les colonies ne produisent pas encore ; mais la métropole est pratiquement le seul pays où nos cacaos coloniaux entrent en franchise ; partout ailleurs, ils se heurtent à des barrières douanières plus ou moins élevées, aussi tous les produc-

teurs cherchent-ils à vendre sur le marché métropolitain et s'y font-ils une concurrence acharnée, qui a pour effet d'abaisser les prix jusqu'à un niveau quelquefois inférieur à celui des prix mondiaux.

On comprend dès lors pourquoi planteurs et importateurs n'attachent plus le moindre prix aujourd'hui à la franchise douanière dont ils bénéficient.

Deux procédés ont été proposés et soutenus devant la sous-commission pour obtenir le relèvement des prix de vente, grâce au décongestionnement du marché métropolitain que provoquerait le développement des exportations.

L'un consiste à rétablir le demi-droit sur les cacaos coloniaux (le droit plein est actuellement de 2.100 frs. la tonne) et à attribuer la somme ainsi obtenue aux colonies productrices, en particulier à celle de la Côte d'Ivoire, moyennant une réduction corrélative des impôts et taxes prélevés sur le cacao, ce qui abaisserait d'autant le prix de revient et faciliterait l'exportation. Les tenants de l'autre système vont plus loin : ils préconisent l'institution à l'entrée en France d'une taxe d'un taux égal pour les cacaos coloniaux et étrangers, mais, craignant que l'argent versé aux administrations coloniales ne profite pas exclusivement aux planteurs et aux négociants en cacao, ils demandent que le produit de la taxe soit affecté à l'attribution de primes à l'exportation des colonies productrices vers l'étranger.

L'un et l'autre de ces systèmes soulèvent, du point de vue général, de sérieuses objections. D'abord, il est essentiel de ne pas remettre en question le principe fondamental de l'unité douanière de l'empire en supprimant la franchise dont bénéficie un produit colonial. Ce n'est d'ailleurs pas seulement là une question de principe, car rien n'interdit de penser que les cacaos étrangers pourraient reprendre certaines des positions que les cacaos coloniaux leur ont enlevées à la faveur de la protection. D'autre part, un système de primes directes à l'exportation est à écarter, comme susceptible de faire accuser la France de dumping et de provoquer des représailles.

Enfin, il est difficilement justifiable, du point de vue général, de faire supporter au consommateur métropolitain une charge supplémentaire — quel qu'en soit d'ailleurs le poids — en vue de permettre de vendre dans de meilleures conditions des produits coloniaux à l'étranger.

La culture du cacao semble, d'ailleurs, être restée jusqu'ici rémunératrice, à la Côte d'Ivoire puisque les plantations qui sont généralement dirigées par des Européens n'ont pas cessé de s'y étendre.

Cependant la concurrence avec les planteurs, en général indigènes, de la Gold Coast est très rude. Le coût de la vie est, en effet, d'après les renseignements qui nous ont été donnés par le ministère des colonies, nettement inférieur en Gold Coast à celui qui est pratiqué en Côte d'Ivoire. Cette situation est-elle due, comme on l'a dit, à un régime douanier moins protecteur de l'industrie métropolitaine ? On en peut douter : il est difficile de croire, en effet, que les colonies britanniques n'achètent pas l'essentiel de leurs

produits manufacturés à l'industrie anglaise, dont les prix sont, depuis la dernière dévaluation du franc, nettement supérieurs aux prix français. Les charges particulières qui pèsent sur les producteurs résultent tout d'abord de l'incidence de la réglementation sociale sur les prix de revient. Mais ce qui semble handicaper surtout nos planteurs de cacao, c'est le régime fiscal qui leur fait supporter une grande part des charges de la colonie. Cette situation se justifie dans une certaine mesure du fait que le cacao est une des principales sources de revenus de la région ; mais l'administration doit veiller à ce que le prix du cacao dans les ports ne devienne pas tel que l'exportation vers l'étranger en soit impossible, ou ne puisse plus se faire qu'à perte. En pareil cas, un aménagement du système fiscal s'imposerait évidemment. Ce n'est qu'au cas où une politique de dégrèvements fiscaux ne suffirait pas qu'un assouplissement de la réglementation sociale pourrait à la rigueur être examiné.

L'on ne doit pas se laisser aller à admettre que la production en territoire français est toujours et nécessairement plus onéreuse que celle des autres pays, même lorsqu'il s'agit de deux colonies voisines, pratiquant la même production sous le même climat et dans le cadre d'un régime économique qui est, au moins dans ses grandes lignes, le même.

La Côte d'Ivoire doit pouvoir réussir, par la collaboration de l'administration locale, des sociétés françaises, des planteurs indigènes, des exportateurs, et de nos agents commerciaux à l'étranger, à exporter le surplus de sa production de cacao au cours mondial, tout en assurant à chacun une rémunération suffisante.

Les seules mesures à préconiser semblent donc celles-ci :

1^o — Encourager dans les colonies où les conditions géographiques sont favorables, la culture des espèces susceptibles de supplanter les cacaos du Venezuela et de Bahia ;

2^o — Comprimer de toutes manières le prix de revient du cacao, notamment à la Côte d'Ivoire, l'administration devant prêter son concours aux planteurs à cet effet en adaptant son régime fiscal, et s'il est absolument indispensable en assouplissant la réglementation sociale, de manière à permettre à nos planteurs d'obtenir un prix de revient analogue à ceux de leurs concurrents de Gold Coast ;

3^o — Faire une active propagande pour le développement de la consommation du chocolat en France et aux colonies, du chocolat français à l'étranger ;

4^o — Obtenir des principaux pays consommateurs, et non producteurs de cacao — les États-Unis et l'Allemagne — lors de la négociation de nos accords commerciaux qu'ils n'imposent à nos cacaos coloniaux que des droits modérés.

A ce prix, nous sommes convaincus que les très brillants résultats obtenus depuis vingt ans seront consolidés.